

Projet de décret n° ...du ... fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel prévu à l'article 11 du décret ... portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels

Publics concernés : sapeurs de 2^e classe de sapeurs-pompiers professionnels.

Objet : épreuves et modalités d'organisation de l'examen professionnel pour l'accès au grade de sapeur de 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels (cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels).

Entrée en vigueur : le 1^{er} mars 2013.

Notice : Le décret définit les modalités de sélection des sapeurs de 2^{ème} classe de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'avancement au grade de sapeur de 1^{ère} classe en application du décret portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels.

L'examen professionnel comporte une seule épreuve de réponses à un questionnaire à réponses ouvertes et courtes destiné à vérifier les connaissances du candidat sur son environnement professionnel et la déontologie associée, sur les risques naturels et technologiques, sur les différentes techniques à mettre en œuvre lors des interventions diverses et sur le secours à personne.

Le jury est composé de 6 membres titulaires.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-1229 du 20 novembre 1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° XXX du XXX portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'avis de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours du ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale du ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes du ,

DECRETE

Chapitre I : Examen professionnel de sapeur de première classe au titre de l'avancement de grade

Article 1

L'examen professionnel ouvert au titre de l'article 11 du décret du XXX comporte une épreuve d'admission.

Article 2

L'épreuve d'admission comprend des réponses à un questionnaire à réponses ouvertes et courtes permettant de vérifier les connaissances du candidat sur son environnement professionnel et la déontologie associée, sur les risques naturels et technologiques, sur les différentes techniques à mettre en œuvre lors des interventions diverses et sur le secours à personne (durée : 1 heure 30).

Article 3

Le programme de l'examen professionnel est fixé par arrêté du ministre de l'intérieur.

Chapitre II : Organisation et déroulement de l'examen professionnel

Article 4

Chaque examen professionnel de sapeur de 1^{ère} classe prévu à l'article 11 du décret du XXX susvisé est ouvert par arrêté du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours compétent.

Les services départementaux d'incendie et de secours peuvent, par voie de convention, se regrouper pour organiser l'examen professionnel. L'organisation peut, par voie de convention, être confiée à un seul service départemental d'incendie et de secours qui prendra les dispositions nécessaires pour désigner un jury unique et établir une seule liste d'admis.

L'arrêté ouvrant l'examen professionnel fait l'objet d'un avis publié dans les conditions fixées à l'article 8 du décret du 20 novembre 1985 susvisé. Cet avis précise la date limite de dépôt des inscriptions, la date des épreuves, le nombre de lauréats prévu pour l'examen professionnel et l'adresse à laquelle les candidatures doivent être déposées. L'autorité organisatrice de l'examen professionnel en assure la publicité.

Article 5

Les dossiers de candidature à l'examen comprennent les pièces exigées à l'article 9 du décret du 20 novembre 1985 susvisé modifié. La liste des pièces composant les dossiers de candidature sera rappelée dans chaque avis d'ouverture des examens professionnels.

Article 6

La liste des candidats autorisés à prendre part aux épreuves de l'examen professionnel est arrêtée par l'autorité organisatrice de l'examen professionnel.

Les candidats sont convoqués individuellement.

Article 7

Les arrêtés ouvrant les examens professionnels précisent le centre où se déroule l'épreuve.

Article 8

Le jury des épreuves écrites de chaque examen professionnel est nommé par arrêté de l'autorité organisatrice de l'examen professionnel.

Il comprend au moins six membres titulaires ci-après désignés répartis en trois collèges égaux représentant les sapeurs-pompiers professionnels, les personnalités qualifiées et les élus locaux :

Président :

Un officier de sapeurs-pompiers professionnels extérieur au service départemental d'incendie et de secours organisateur du concours ou de l'examen professionnel, nommé sur proposition du chef d'état-major de la zone territorialement compétent.

Autres membres :

- Deux élus locaux dont au plus un membre du conseil d'administration d'un service départemental d'incendie et de secours ;
- Un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale nommé sur proposition de son président ou du délégué régional ou interdépartemental concerné ;
- Deux sapeurs-pompiers professionnels désignés par tirage au sort parmi les membres de la commission administrative paritaire compétente du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels.

L'arrêté de nomination des membres du jury désigne, parmi les membres du jury, son président ainsi que le remplaçant de ce dernier pour le cas où il serait dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, son remplaçant préside le jury jusqu'à la délibération finale.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le jury peut se constituer en groupes d'examineurs, compte tenu notamment du nombre des candidats, en vue de la correction des épreuves, dans les conditions fixées par l'article 44 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Des correcteurs peuvent être désignés par arrêté de l'autorité organisatrice de l'examen professionnel pour participer à la correction des épreuves, sous l'autorité du jury.

Article 9

Les épreuves écrites sont anonymes et font l'objet d'une double correction.

Article 10

Il est attribué à chaque épreuve écrite une note de 0 à 20.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une quelconque des épreuves écrites entraîne l'élimination du candidat.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'obtient au moins 10 sur 20 de moyenne à l'ensemble des épreuves écrites et orales, sans note éliminatoire.

Article 11

Le jury est souverain. A ce titre et notamment, il arrête la note minimale permettant aux candidats d'être déclarés admis. Il est compétent pour prononcer l'annulation des épreuves.

Article 12

Aucune modification de la composition du jury ne peut être apportée après le début de la première épreuve écrite.

Article 13

A l'issue des épreuves d'admission, le jury établit, par ordre alphabétique, la liste des candidats retenus.

Article 14

Toute disposition antérieure et contraire au présent décret est abrogée.

Article 15

Le Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et entrera en vigueur à compter du 1^{er} mars 2013.